Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

23 | 2001

Nouvelles approches en histoire économique

Note critique. *L'échelle du monde. Essai sur l'industrialisation de l'Occident*

À propos de Patrick VERLEY, *L'échelle du monde. Essai sur l'industrialisation
de l'occident*, Paris, Éditions Gallimard, 1997.

Alain Plessis

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/320>

DOI : 10.4000/rh19.320

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2001

Pagination : 219-227

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Alain Plessis, « Note critique. *L'échelle du monde. Essai sur l'industrialisation de l'Occident* », *Revue
d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 23 | 2001, mis en ligne le 15 octobre 2002, consulté le 01 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/320> ; DOI : 10.4000/rh19.320

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Tous droits réservés

Note critique. L'échelle du monde. Essai sur l'industrialisation de l'Occident

À propos de Patrick VERLEY, *L'échelle du monde. Essai sur l'industrialisation de l'occident*, Paris, Éditions Gallimard, 1997.

Alain Plessis

La révolution industrielle a été étudiée depuis très longtemps, souvent avec acharnement et passion, par des économistes et des historiens, et elle a donné lieu à d'innombrables travaux, dont régulièrement on s'est proposé de faire la synthèse. Avec *L'échelle du monde*, qui a constitué la pièce maîtresse de son dossier de candidature pour l'Habilitation à diriger des recherches, Patrick Verley s'attaque à son tour à ce grand sujet que constitue le processus de l'industrialisation, qui a transformé une économie de type ancien dominée par l'agriculture en une économie dominée par l'industrie. Dans une première approche il définit l'industrialisation comme "un ensemble complexe, comprenant la croissance industrielle, l'augmentation de la part de la production industrielle, le machinisme et les changements dans l'organisation du travail", et il souligne que les débats sur cette question ne sont nullement épuisés. Sa recherche concerne plus précisément les facteurs qui expliquent la première industrialisation, qui va du XVIII^e siècle à la décennie 1870, et l'émergence de l'ordre économique mondial auquel elle a donné naissance. Sur cet ample sujet, il nous donne une fort belle œuvre, mûrie et originale dans sa démarche et dans sa réflexion, riche de nombreux apports neufs, et stimulante car ouvrant à la recherche des voies nouvelles.

Le champ de son étude est large et ambitieux, puisque il recouvre l'ensemble des pays occidentaux, (pays européens et États-Unis). Ce choix se justifie à un double titre. Tout d'abord, dès le début de l'industrialisation, une concurrence acharnée oppose sur des marchés intégrés à l'échelle mondiale et pour quelques produits fabriqués les producteurs de ces différentes nations. Ensuite une histoire comparative de ce processus d'industrialisation commun à plusieurs pays permet de mieux comprendre les spécificités de l'évolution de chacun d'eux. Cette histoire est aussi une étude quantitative, qui

s'appuie sur des matériaux statistiques, reconstitués, corrigés ou complétés, d'une ampleur considérable. C'est enfin une histoire érudite, dans le meilleur sens du terme, qui repose sur une connaissance intime de la littérature surabondante consacrée au sujet (la bibliographie pourtant sélective couvre les pages 661 à 684 !), complétée par l'exploitation d'archives nombreuses et de documents divers, inconnus des historiens ou peu exploités par eux.

Dans la première partie de son ouvrage, Patrick Verley propose une lecture personnelle des grandes interprétations qui ont été données de l'industrialisation depuis plus d'un siècle et des débats qu'elle a suscités. Il ne s'agit pas d'une simple somme, résumant l'état des connaissances et des propositions avancées sur ce sujet. Il veut saisir les raisons de ces divergences, montrer que les auteurs ne se sont pas posé les mêmes questions et que chaque génération d'économistes et d'historiens a "apporté son interprétation, conditionnée par les visions théoriques et les problèmes de son temps".. Le chapitre 1, "De la question des machines à la question sociale", évoque des débats portant sur les conséquences négatives de l'industrialisation pour les classes laborieuses, concernant entre autres les effets du machinisme sur le chômage technologique. Cette question paraît aujourd'hui largement dépassée, car "il est désormais évident qu'à long terme la croissance a profité à tous et que dans le monde la pauvreté est liée non pas aux effets de l'industrialisation, mais à son absence".

C'est donc, avec le chapitre 2, "De la recherche des origines", le problème des causes de l'industrialisation qui passe au premier plan. Des économistes d'inspiration marxiste et des économistes libéraux comme Rostow, partant de la problématique du développement, "mettent l'accent sur les facteurs endogènes de l'industrialisation, ce qui contribue à en faire un phénomène unique se répétant à l'identique avec un simple décalage temporel dans le démarrage". À l'opposé, le chapitre 3 ("À la recherche d'une impossible typologie") évoque d'autres auteurs, qui par la suite mettent en valeur la diversité des voies nationales d'industrialisation: certains opposent la Grande-Bretagne, aux autres, les pays suiveurs, d'autres comme A. Gerschenkron insistent sur les formes particulières qu'a dû emprunter le démarrage de l'industrialisation dans les pays en retard.

Après s'être demandé pourquoi "les débats classiques ont conduit à des impasses", et avoir constaté "les interrogations et les incertitudes des années 1980", Patrick Verley constate qu'au début des années 1990 "les recherches s'orientent selon des axes qui divergent et ne peuvent donc plus aisément constituer un ensemble cohérent". Au terme de cette revue, on ne peut se satisfaire ni de "l'illusoire précision chronologique des premiers historiens qui définissent la révolution industrielle comme l'invention de nouvelles machines", ni de "la prudence des tenants de la continuité pour qui l'Europe industrielle s'est sédimentée entre le XVI^e siècle et 1914". Pourtant l'historien doit périodiser, repérer des changements qui se produisent au fil du temps, car tel est bien un de ses objectifs spécifiques. Patrick Verley discerne "un ensemble de critères (notamment d'ordre macro-économiques) qui tendent à individualiser une période comprise entre le milieu du XVIII^e siècle et le milieu du XIX^e siècle". Et pour expliquer cette périodisation, il soutient dans le chapitre 4, "De la main invisible du marché au Prométhée libéré", la thèse suivante, qui est au cœur de l'ouvrage. En fait, deux processus de croissance se sont progressivement relayés. Il y a d'abord eu au XVIII^e siècle et pendant une bonne moitié du siècle suivant une croissance *smithienne*, appelée ainsi du nom d'Adam Smith, qui expliquait le progrès de la richesse de son pays par la division du travail, mais aussi par l'urbanisation et l'expansion des marchés: cette croissance extensive est liée avant tout à la constitution et à l'élargissement des marchés, grâce au développement des transports,

à l'approfondissement social de la demande et à l'internationalisation des échanges. Ce n'est qu'ensuite que la croissance est devenue *schumpéterienne*, suscitée de plus en plus par des innovations technologiques et par les initiatives des chefs d'entreprises. Mais la dynamique de l'offre ne l'emporte complètement qu'après 1880, avec la seconde industrialisation, et pendant toute la phase *smithienne* les forces de dynamisme de la croissance sont plutôt à chercher du côté de la demande. Cette thèse va à l'encontre de l'historiographie dominante qui, depuis Fernand Braudel et David Landes jusqu'à François Crouzet, privilégie l'explication des débuts de l'industrialisation par les facteurs de l'offre, par des modifications technologiques ou capitalistiques de l'offre, mais Patrick Verley s'appuie sur d'autres recherches qui montrent en particulier que "même en Grande-Bretagne, les débuts de l'industrialisation ne coïncident pas avec de fortes modifications des facteurs de production".

Cette thèse justifie l'étude approfondie des facteurs de la demande dans la seconde partie intitulée "Marchandises, Marchés, États", composée de quatre gros chapitres: son objectif est de "montrer qu'antérieurement aux grandes mutations des facteurs de l'offre habituellement décrites une configuration favorable des marchés préexiste, qui joue un rôle soit initiateur, soit permissif". L'auteur entreprend donc de "partir d'une description des marchés, pour rendre compte de quelques processus créateurs".

Le chapitre 5, "Des produits aux industries de grande consommation", montre d'abord comment une partie croissante de la population des pays occidentaux a modifié son modèle traditionnel de consommation et s'est mise à consommer davantage de biens fabriqués, ceci dès le XVIII^e siècle, comme le montrent les inventaires après décès. Cette révolution de la consommation dans laquelle les femmes ont joué un rôle important, est surtout le fait des habitants des villes, qui deviennent plus nombreux, et aussi, semble-t-il, des travailleurs de l'industrie rurale à domicile ; elle est de plus fortement stimulée par le désir d'imiter les classes supérieures. Ce développement de la consommation de produits industriels a débouché sur les premières consommations de masse, qui concernent essentiellement deux produits, la bière en Angleterre, ou *porter*, et les indiennes: Patrick Verley expose dans une synthèse magistrale comment les indiennes, qui ont constitué "le premier produit industriel de masse dont le marché dépasse le cadre national" ont donné naissance dans toute l'Europe à de nombreuses entreprises et entraîné dans leur croissance une grande partie du secteur textile.

Le chapitre 6, "La circulation des marchandises et de l'information", traite des principaux facteurs qui ont contribué à l'homogénéité des marchés intérieurs, et donc à leur construction, et ce bien avant la révolution du chemin de fer. C'est là qu'interviennent les moyens de transport. D'abord les routes, "artères de l'information et de la consommation". Puis la voie d'eau, les canaux qui ont été "la source de marchés de consommation intégrés en tout cas au niveau régional", et le cabotage, qui a joué un rôle majeur en Angleterre et a été un élément important de "la supériorité de l'économie britannique sur l'économie française".

Le rôle des réseaux commerciaux est également fondamental. D'abord celui du négoce international, une activité qui dès le XVIII^e siècle "repose sur des réseaux professionnels bien établis, capables de mener à bien les transactions et les paiements entre les principales places commerciales européennes", et disposant d'informations sur l'état des marchés étrangers. Alors qu'en Grande-Bretagne il s'est produit une grande spécialisation fonctionnelle et que les négociants se sont spécialisés dans des opérations commerciales bien précises, réalisant en ce domaine une division du travail poussée, l'évolution du négoce en France a été moins avancée, et en définitive bien moins favorable au

développement du commerce extérieur: la France a manqué d'intermédiaires spécialisés dans le commerce lointain disposant de bonnes informations, et aussi de maisons pratiquant à une large échelle l'acceptation des lettres de change.

Mais les marchés intérieurs aussi ont eu besoin aussi d'intermédiaires grossistes et d'un réseau commercial atteignant les détaillants. Là encore le pays pionnier est la Grande-Bretagne, où sont apparues précocement des formes de commercialisation souples et efficaces, "qui permettent une circulation des marchandises et de l'information et une rotation des capitaux plus rapides". En France, l'évolution est plus lente: ainsi "la commercialisation des produits textiles, de la fin du XVIII^e siècle au milieu du XIX^e siècle commence par le développement des maisons de commission et de la pratique de la consignation, puis repose sur des relations plus directes et plus souples par les voyageurs de commerce, et enfin met en position de force les acheteurs par rapport aux vendeurs, les grands magasins". Finalement, les grands magasins en France, tout comme les magasins à succursales qui apparaissent en Angleterre, ainsi que la révolution du commerce de détail qui multiplie les points de vente, incitent les ménages à consommer davantage de produits industriels et contribuent à la naissance d'une "société de consommateurs".

Les deux derniers chapitres étudient "La dynamique des marchés", avec d'abord le chapitre 7, "Structure sociale et pouvoirs d'achat", qui porte sur le développement de la demande intérieure. Il met en valeur, grâce à des analyses brillantes et nuancées, les différences de comportement des consommateurs de produits industriels liées à des évolutions différentes de leurs niveaux de revenu moyens et de la répartition de ces revenus. Il contient en particulier une étude très éclairante du marché britannique des années 1820 aux années 1860. La France se caractérise longtemps par "la bipolarisation des marchés de biens de consommation entre une petite minorité de gens très riches et une très grande majorité de gens très pauvres, usant peu de la monnaie, si bien que "la première industrialisation française se fait en ne s'appuyant ni sur un marché populaire urbain, ni sur un marché ouvrier". Il faut donc attendre les années 1860 pour que les classes populaires commencent à constituer en France un marché un peu plus dynamique. Dans les autres pays du continent, il semble qu'"il n'existe guère de marché intérieur capable de susciter une rapide croissance industrielle". Au contraire aux États-Unis, le dynamisme du marché intérieur, caractérisé par une rapide croissance démographique et par des revenus moyens élevés, s'accompagnant d'une volonté de substituer ses produits nationaux aux importations, entraîne une croissance exceptionnellenent soutenue.

Le dernier chapitre, traitant des marchés internationaux et de leur dynamique propre, est intitulé "Les débouchés extérieurs et les relations internationales". Dès le début de l'industrialisation les exportations, même si elles peuvent concerner un faible pourcentage de la masse de la production industrielle, étaient d'une grande importance parce qu'"elles représentaient un degré de liberté dans des systèmes économiques dont l'inertie était par ailleurs très grande". Au milieu du XVIII^e siècle les débouchés extérieurs sont vitaux pour le développement des secteurs les plus modernes comme l'industrie cotonnière. Par la suite, la croissance industrielle, qui a été portée à ses débuts surtout par la demande intérieure, se poursuit en partie grâce au développement des marchés extérieurs. Et dans le dernier quart du XIX^e siècle, en raison même du succès de "la phase *schumpéterienne* de la croissance qui développe d'importantes capacités de production, la conquête de marchés extérieurs va devenir une nécessité nationale".

Dans son étude de l'évolution du commerce international, Patrick Verley montre d'abord que le système qui se développe au XVIII^e siècle se caractérise par des échanges accrus entre les économies sucrières américaines et les pays industriels européens, et que des relations conflictuelles se développent entre des blocs concurrents, comme l'ensemble franco-hispanique et l'ensemble lusitano-anglo-saxon. Les guerres de la Révolution et de l'Empire "modifient complètement cette première configuration du commerce international, et font apparaître l'influence exercée par les décisions des États sur l'évolution des économies. L'Angleterre, largement évincée des marchés continentaux, se redéploie sur des marchés extra-européens, alors que la France et ses satellites, solidement protégés de la concurrence anglaise, se replient sur le continent. Ce système continental a des effets fort différents selon les pays et les régions, selon les secteurs aussi: ici il casse des débuts d'industrialisation et provoque la désindustrialisation, comme en Espagne et au Portugal, alors qu'il stimule au contraire la croissance de l'exploitation de la houille belge, et rhénane, la fabrication lainière de Verviers, ou l'industrie textile de la Saxe et des cantons suisses.

La paix revenue, de 1815 à 1860, en dépit des barrières protectionnistes, les échanges s'intensifient entre des économies devenues plus complémentaires: la Grande-Bretagne, pour laquelle les débouchés extérieurs sont vitaux, se spécialise dans des produits de consommation courante, à bas prix, destinés en particulier à l'Amérique latine et à l'Inde, tandis que la France vend surtout des produits de goût et de luxe ou de demi-luxe, comme les soieries: les pays occidentaux, la Grande-Bretagne en premier lieu, achètent beaucoup de "nouveau-tés" françaises. Au milieu du XIX^e siècle, ces pays à eux deux font 40 à 50 % du commerce européen, qui lui-même représente quelque 65 % du commerce mondial. Enfin, l'instauration du "libre échange" dans les années 1860 "n'affecte que peu la structure des échanges: elle les stimule sans les modifier", et en définitive elle a peut-être moins d'influence que la guerre de Sécession, qui amène les Américains à réduire fortement leurs achats de produits étrangers. C'est l'entrée dans la grande dépression lors de la décennie 1880 qui va commencer à "déstabiliser ce système d'échanges relativement équilibré".

En faisant le bilan de la longue période qui va du premier tiers du XVIII^e siècle à la fin des années 1870, Patrick Verley souligne qu'un changement d'échelle s'est réalisé: les pays en voie d'industrialisation ont étendu leurs ventes aux pays lointains, et un ordre économique mondial s'est établi. Il est tentant de faire un rapprochement entre cet ordre mondial et la mondialisation économique de la fin du XX^e siècle, tant on peut relever de similitudes entre ces grandes transformations: "une révolution dans la vitesse de circulation de l'information, dans les conditions et les coûts de transport des marchandises, des innovations commerciales et financières, des changements techniques et organisationnels [...], l'émergence de stratégies économiques à l'échelle du monde". Mais l'auteur nous avertit que "cette première industrialisation-internationalisation ne peut prétendre expliquer directement" notre mondialisation.

Cette œuvre, qui s'attaque aux multiples aspects d'un très vaste sujet, y consacre de larges fresques tout autant que des analyses fines et minutieuses, alliant donc approches macro-économiques et micro-économiques (P. Verley estime en effet, tout comme Bernard Lepetit, que des analyses menées à des échelles différentes ne donnent pas des observations identiques, plus ou moins grossières, mais qu'elles mettent en évidence des facteurs et des phénomènes différents). C'est dire sa très grande richesse, dont ce trop rapide aperçu ne peut vraiment rendre compte. Elle ne relève pas d'une histoire économique refermée sur elle-même, puisque elle montre que l'évolution économique ne

peut s'expliquer que si on prend en considération des facteurs sociaux ou culturels, ainsi que le rôle des États qui n'est pas négligeable même en une époque considérée pourtant comme libérale, l'influence aussi des relations internationales et des guerres. Ainsi le marché, qui est au centre de cette histoire des XVIII^e et XIX^e siècles, n'est pas un lieu abstrait où une demande socialement homogène se confronte à une offre globale ; il s'agit bien plutôt de marchés multiples, socialement hétérogènes, plus ou moins segmentés, qui sont appréhendés comme des constructions économiques et sociales, mais aussi culturelles et politiques.

Ce livre séduit donc par tout ce qu'il nous apporte, mais aussi en raison des nombreuses questions qu'il soulève ; il incite donc constamment à ouvrir de nouveaux chantiers de recherche. Pour s'en tenir ici à des réflexions qui concernent exclusivement la France du XIX^e siècle, la lecture des pages de Patrick Verley invite à d'autres recherches sur cette question de l'industrialisation qui ne sera jamais épuisée, elle indique des pistes de recherche qui apporteraient des éclairages complémentaires, et d'autres qui seraient plutôt des prolongements.

Patrick Verley a lu et exploité au mieux quasiment tous les travaux concernant les facteurs expliquant la première industrialisation à partir de la demande, et il y a ajouté d'importantes recherches personnelles. Mais il reste des questions sur lesquelles nous avons plus d'informations sur le XVIII^e siècle que sur le XIX^e siècle, ou sur l'Angleterre que sur la France. Ainsi pour l'élargissement social des marchés et la diffusion de nouveaux modèles de consommation, nous disposons du témoignage des inventaires après décès, qui en donnent une image déformée mais bien précieuse, pour le XVIII^e siècle, et surtout pour Paris, grâce aux travaux de Daniel Roche. L'exploitation de cette même source pour le XIX^e siècle, et pas seulement pour Paris mais pour plusieurs grandes villes, qui a été amorcée par Adeline Daumard notamment, devrait permettre d'aller plus loin, d'apprécier ainsi cette extension de la consommation. On pourrait aussi exploiter les contrats de mariage, qui donnent des indications sur les trousseaux des époux. Il faudrait mieux connaître les modèles de consommation de certaines catégories sociales, faisant partie en particulier des classes moyennes (et là aussi la grille des catégories socio-professionnelles proposée par Adeline Daumard pourrait être précieuse). Bref, la consommation des Français au XIX^e siècle reste largement à faire.

Patrick Verley nous propose deux histoires de produits industriels qui sont devenus précocement l'objet de consommations de masse, les indiennes en Europe, et la bière en Angleterre. Il serait intéressant de chercher quels sont les produits qui, en considérant toujours principalement la France du XIX^e siècle, sont devenus alors à leur façon l'objet d'une consommation et d'une production de masse. L'enquête pourrait porter par exemple sur les services de tables en faïence, qui entrent de plus en plus dans le patrimoine souhaité par de nombreuses familles, sur certains bibelots qui se diffusent dans des couches plus larges de la population, etc. Pour les faïences, il serait intéressant de savoir si l'industrialisation de la production, dans des entreprises comme la manufacture de Creil-Montereau qui se développe pendant les années 1840, n'a pas été une réponse à l'extension antérieure de la demande de ce type d'objet fabriqué.

Les passages de cet ouvrage concernant le rôle des réseaux commerciaux dans la construction des marchés, aussi bien nationaux qu'internationaux, sont très neufs, mais il reste beaucoup à découvrir et à approfondir sur "la constitution d'un marché intérieur par les réseaux commerciaux", tout particulièrement dans le cas de la France du XIX^e siècle. "Le développement des maisons de commission et de la pratique de la consignation" déjà évoqué reste à illustrer par davantage d'exemples concrets, il faudrait

mieux connaître ces intermédiaires et leurs méthodes. De plus, ces réseaux commerciaux ne font pas circuler seulement des marchandises, mais aussi des informations, et encore des capitaux, et de la monnaie, des moyens de paiement, ce qui implique des réseaux de crédit. Il faudrait donc y insérer les banquiers locaux et les escompteurs: tandis que les maisons de la haute banque s'occupent très tôt du commerce des lettres de change sur l'étranger (la maison Mallet assure ainsi le recouvrement des lettres de change sur Londres tirées par des négociants de cognac), à l'intérieur du territoire national des banquiers escomptent et, par l'intermédiaire de leurs correspondants ou des succursales de la Banque de France (qui se multiplient surtout à partir de 1848) ils assurent l'encaissement des effets de commerce qui servent à régler les échanges commerciaux de place en place. L'analyse des effets sur Paris et sur succursales passant par les escomptes de la Banque de France permettrait peut-être de mieux apprécier les flux d'argent qui assurent le fonctionnement du marché intérieur. L'existence aussi dans des villes de province de maisons de banque dites "locales" qui ont une succursale à Paris, comme Lécuyer & Cie de Saint-Quentin ou Claude Lafontaine, Henry Prévost & Cie de Sedan témoigne aussi de l'importance considérable dans ce marché intérieur de Paris, qui est encore le premier centre industriel du pays et assurément le principal centre de consommation de produits fabriqués provenant souvent dans diverses régions. Le marché intérieur apparaît ainsi plus centralisé que dans d'autres pays. Quant au marché parisien, il mériterait une étude approfondie, qui poursuivrait les travaux entrepris par Jeanne Gaillard.

Il reste donc beaucoup à faire pour comprendre la construction et la structuration du marché national, et aussi pour mieux saisir l'emboîtement des marchés correspondant à divers espaces géographiques, du marché local au marché international, qui ont été les deux premiers à se constituer, en passant par les marchés régionaux et le marché national. Enfin, pour mieux comprendre le fonctionnement de tous ces marchés et les liens qui les unissent, il faudrait réinsérer dans cette problématique nouvelle l'étude des prix et celle des crises économiques, qui ont constitué pendant longtemps les thèmes dominants de l'histoire économique, et sont aujourd'hui un peu trop négligés. Patrick Verley signale ainsi à plusieurs reprises l'importance de l'évolution des prix *réels*, estimés par rapport au revenu (ou, comme l'avait fait Jean Fourastié, de façon un peu mécanique, en évaluant tous les prix en heures de travail du manoeuvre de province): la baisse de son prix *réel* a pour conséquence d'élargir socialement le marché d'un produit à de nouvelles couches de la population. Il serait intéressant aussi de mener des études portant sur les prix relatifs. Il y a là assurément des pistes à reprendre, de même que l'on pourrait tenter de cerner les prix d'un même produit fabriqué dans différents pays, pour mieux évaluer la compétitivité de chacun d'eux.

Quant aux crises commerciales périodiques qui ponctuent toute l'histoire du XIX^e siècle, déjà identifiées par Clément Juglar sous le Second Empire, elles mériteraient des études plus fines, permettant de suivre leur inégale diffusion dans les différents marchés. Ces crises qui gonflent les stocks et multiplient les faillites concernent sans doute directement les producteurs, mais comme elles paraissent naître d'une contraction de la demande, elles ont leur place aussi dans l'histoire de la consommation.

Les recherches susceptibles de s'inscrire dans le prolongement de cet ouvrage peuvent s'orienter dans bien des directions, et nous nous contenterons d'en signaler deux. L'une doit faire l'objet d'un autre ouvrage de Patrick Verley. Il avertit en effet le lecteur dans son introduction que son histoire de la première industrialisation aura deux tomes, répondant ainsi par avance à ceux qui pourraient lui reprocher de trop privilégier

l'approche par la demande, alors que nécessairement l'offre et la demande doivent s'équilibrer. Après *L'échelle du monde*, qui est le premier tome d'un diptyque, il nous promet un deuxième tome, qui étudiera les facteurs de l'offre: il "décomposera la production en ses facteurs constitutifs, en partie substituables dans des combinaisons diverses, selon les organisations du travail". Et c'est là que l'on retrouvera l'étude des crises, et celle des mutations des espaces de l'économie, de leurs articulations successives, des sujets que nous venons d'évoquer...

D'autre part il est tentant d'appliquer les questions que se pose l'auteur de ce livre à la seconde industrialisation. Même si Patrick Verley, à juste titre, considère que les années 1870-1880 marquent une importante discontinuité, et l'affirmation d'un autre processus d'industrialisation, il n'est pas sûr que les facteurs de la demande soient devenus désormais d'une manière générale aussi secondaires qu'on le dit. En tout cas, la méthode et la démarche générale de Patrick Verley, qui cherche à identifier les facteurs susceptibles d'expliquer l'industrialisation en menant une histoire résolument comparative demeurent des modèles à suivre.

Voici donc un grand livre, qui apporte beaucoup d'informations neuves et de précieux sujets de réflexion à ceux qui s'intéressent à ce XIX^e siècle, qui n'a pas été seulement pour la France le siècle des révolutions, mais aussi celui de sa première industrialisation.

Alain Plessis est professeur émérite à l'Université Paris 10-Nanterre.

INDEX

Mots-clés : Etats-Unis, Europe, Histoire économique, Historiographie, Industrie, Note critique, Relations internationales